

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 03/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NEXTEAM GROUP SPECIAL PROCESSES Marmande

34 avenue Condorcet
47200 Marmande

Références : SEI-HP/SM/UbD24-47/2026/049
Code AIOT : 0003102635

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement NEXTEAM GROUP SPECIAL PROCESSES Marmande implanté 34 avenue Condorcet 47200 Marmande. L'inspection a été annoncée le 04/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection rentre dans le cadre de l'opération régionale coup de poing sur le contrôle des conditions de stockage et de maîtrise des risques des produits chimiques utilisés au sein des ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEXTEAM GROUP SPECIAL PROCESSES Marmande
- 34 avenue Condorcet 47200 Marmande
- Code AIOT : 0003102635

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Nexteam Marmande Special Processes (NMSP) fait partie du groupe Nexteam spécialisé dans la mécanique de précision et l'usinage de pièces, destinées essentiellement à l'industrie aéronautique. Le site NMSP est spécialisée dans les procédés spéciaux : traitement de surface (dégraissage, décapage), contrôle non destructif (magnétoscopie, ressuage), sablage, peinture... Il est composé de trois halls dont un affecté aux activités de traitement de surface et de traitement des eaux de procédé.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 3 | Capacités de rétention des produits chimiques | Arrêté Préfectoral du 03/01/2018, article 68 | Demande d'action corrective | 15 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 1 | Fiche de données de sécurité (FDS) | Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, | Sans objet |
| 2 | Mesures de maîtrise des Risques | Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5 | Sans objet |
| 4 | Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions | Arrêté Préfectoral du 03/01/2018, article 70 | Sans objet |
| 5 | Etat des stocks de produits chimiques | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cet établissement exerce une activité de traitement de surface qui utilise des produits chimiques. Aucune non conformité n'a été constatée sur le site. L'exploitant est vigilant vis-à-vis des risques associés à l'utilisation des produits chimiques et s'est organisé en conséquence. Toutefois il est apparu que les capacités actuelles de rétention des produits, fournies essentiellement par des palettes de rétention, peuvent être atteintes voire dépassées ponctuellement. L'exploitant est interrogé sur l'intérêt de disposer d'un nombre plus conséquent de capacités de rétention qui lui permettrait de garantir en toute circonstance la conformité de son stockage vis-à-vis des rétentions présentes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, |
| Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS |
| Prescription contrôlée : Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. |
| Constats : Fiche de données sécurité accessibles sur le réseau. Elles sont classées par atelier. Des FDS simplifiées ont été établies et sont affichées au poste de travail. Vu dans les ateliers les FDS simplifiés affichées. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5 |
| Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles |
| Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; |
| Constats : 3 FDS particulièrement vérifiées : - Acide sulfuriques 98 98 % - Cadmium LHE |

| |
|--|
| <p>- Ardrex 396</p> <p>Les conditions de stockage, les mesures de lutte contre l'incendie, les cas d'incompatibilité, les mesures à prendre en cas de déversement ont été vérifiés sur place.</p> <p>Organisation : stockage des produits au sein de chaque atelier, au plus près des lieux d'emploi. Produits stockés sur des bacs de rétention de 220l. Séparation des produits acides, bases, liquides inflammables entre bacs de rétention. Les produits sont dans des récipients inférieurs à 250l. Vu les Kits de produits pour traiter tout déversement incidentel de produit dans les ateliers. Vu dans les ateliers et sur rétention les 3 produits entreposés.</p> <p>Le produit cadmium se trouve dans une armoire pourvue d'une rétention de capacité suffisante par rapport aux produits stockés. Le température minimale de stockage de 18 °C, fixée par la FDS, est garantie car l'atelier est climatisé. La plage de température préconisée pour le produit ARDROX (1-45°C) est garantie de la même façon.</p> <p>A proximité de l'armoire, présence d'extincteurs CO2 adaptés aux produits. Les extincteurs placés à proximité des produits entreposés dans les ateliers sont adaptés et respectent les préconisations des FDS.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/01/2018, article 68</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant utilise essentiellement des récipients de produits chimiques dont la contenance est inférieure à 250 L. Pour les produits liquides inflammables, l'exploitant a retenu le principe d'une capacité d'entreposage des produits sur les bacs de rétention d'un volume équivalent à la capacité de rétention du dit bac.</p> <p>Vérification dans les ateliers du respect des capacités de stockage des produits par rapport aux capacités de rétention des bacs. Pas de non conformité relevée, à l'exception de la présence dans la salle de traitement des eaux d'un second bidon de plus de 200 litres sur une rétention de capacité de 220 litres alors même qu'un premier bidon de plus de 200 litres était présent.</p> |

| |
|--|
| <p>D'une manière générale, l'établissement se trouve dans une situation où leur capacité de rétention par les bacs s'avère limitée et quelquefois, de manière temporaire, insuffisante notamment en cas d'achat de produits.</p> <p>L'exploitant utilise beaucoup des palettes de rétention. 12 bidons de 20 litres peuvent être entreposés sans dépassement des bords de la palette. Physiquement, il est possible de dépasser de 20 litres la capacité maximale de stockage par rapport à la capacité de rétention. sur chaque bac de rétention.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant retire au plus vite ce second bidon sur le bac et assure un entreposage de ce bidon sur une rétention. L'exploitant fait en sorte de disposer de capacités de rétention supplémentaire afin de garantir en toute circonstance le respect de cette prescription.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 15 jours</p> |

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/01/2018, article 70</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les bacs de rétention constatés dans les ateliers sont clairement identifiés par catégorie de produits. S'agissant des bacs usagés, ces produits sont transférés par tuyauterie vers des réservoirs dédiés (un pour les produits acides, un pour les produits basiques). Chaque ligne de tuyauterie est différente, il n'y a donc pas de risque de mélange de produits au cours des opérations de vidange.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> |
| <p>Constats :</p> |

L'exploitant dispose d'un état actualisé des produits chimiques présents sur le site avec la quantité du produit et la capacité de rétention associée à ce produit. Le choix des trois produits vérifiés sur place a été mené sur la base de cet état actualisé fourni par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite